

La crise paysanne et le Socialisme



Les rapports avec le pouvoir sont aujourd'hui ressentis comme des rapports de force

par Serge MALLET

Nous publions, ci-dessous, la suite de l'importante étude que notre collaborateur, Serge Mallet, a consacrée à « La crise paysanne et le Socialisme ». Dans le dernier numéro de Tribune Socialiste, l'auteur a analysé les causes du malaise paysan ; aujourd'hui, il replace le monde paysan dans la société actuelle, définit son rôle et son importance ; pour conclure, Serge Mallet situe les positions socialistes telles que les conçoit notre Parti.

Une prise de conscience

NATURELLEMENT — et de nombreux camarades le feront — on ne manquera pas de critiquer « l'optimisme » de cette analyse. Cette critique sera seulement moins vive qu'elle ne le fut il y a un an, voire deux lorsque dans France Observateur j'analysais les mutations en train de se produire dans les campagnes françaises.

Ceux qui aujourd'hui sont surpris par la poussée de fièvre des campagnes ont eu tort de ne pas avoir, à l'époque, assimilé le conseil le plus vivant, le plus permanent de la dialectique marxiste : « que ce qui importe, c'est ce qui naît et se développe... »

Il est vrai que la masse des paysans n'est pas toujours, dans la lutte et dans la formulation des revendications, au même niveau; il serait bien étonnant qu'il en soit ainsi; ce qui compte, **c'est que les revendications formulées par une avant-garde soient acceptées par les masses.** C'est que, sur la base de ces revendications des réformes profondes de structure, soit en train de s'élargir le fossé entre la paysannerie laborieuse et la couche de notables qui assurait sa représentation . politique ; que les rapports avec le pouvoir soient aujourd'hui ressentis comme des rapports de force, même si ces rapports incluent à certains moments des compromis.

Et certains militants ont, je dois le dire, une attitude négative dans l'appréciation de ces compromis. Ils oublient trop facilement que, selon l'expression employée par André Barjonnet et notre camarade Pierre Le Brun : « dans l'image d'Epinal du syndicalisme ouvrier, la grève tient la première place; dans l'histoire réelle, les discussions paritaires jouent un rôle essentiel... » (1).

Pour ma part, je ne considère pas que l'attitude actuelle des dirigeants de la F.N.S.E.A., unanimes sur ce point, conseillant une pause dans le mouvement, soit une « trahison ». Cette pause est économiquement nécessaire; car les paysans ne peuvent se permettre d'abandonner éternellement leurs travaux. Elle est psychologiquement justifiée, car les ouvriers en vacances admettent aussi mal les barrages de routes que les grèves de cheminots. Elle est utile pour clarifier les revendications essentielles et éviter que le gouvernement ne les noie dans un déluge de textes secondaires. Libre au Parti communiste, soucieux d'apparaître dans la « queue de l'action » pour faire oublier son attitude équivoque des premiers jours, de jouer avec les nerfs de la paysannerie : il n'en attend qu'une exploitation démagogique. Mais nos camarades, soucieux de permettre à la paysannerie de reconstituer ses forces pour sa prochaine offensive, devront lui rappeler qu'en certaines circonstances « il faut savoir terminer une grève »

Reste l'objection fondamentale de beaucoup de nos camarades : « Mais les élections cantonales, encore récemment, ont prouvé que ces hommes votent pour des candidats réactionnaires ; comment pouvons-nous les considérer comme des gens en marche vers le socialisme ? »

Est-il permis de rappeler que si l'on avait analysé les votes des ouvriers dans les années 1900, on aurait abouti au même constat. Toute l'histoire politique nous apprend que le dernier refuge de l'idéologie, au sens marxiste du terme : « reflet déformé de l'aliénation sociale », est dans la motivation politique. C'est là que la tradition, la coutume, la paresse intellectuelle, la peur s'expriment avec le maximum de vigueur. Il nous faut admettre comme une donnée de fait cette contradiction : les paysans du Massif Central qui, en dépit de toutes les pressions des notables, du haut-clergé, des autorités bien sou-

Tous victimes d'un même système

Un camarade de Brest nous a écrit les réflexions que lui suggère l'article de Tanguy-Prigent (n° 60 du 1er juillet) et le problème paysan.

On note que ce camarade est un patron-pêcheur. Or il constate que trop de citoyens méconnaissent la gravité du mal et en sont encore au temps des « lessiveuses pleines de billets ».

Pour réagir contre cet état d'esprit notre camarade écrit :

« Paysans, pêcheurs, ouvriers, consommateurs des villes, nous sommes tous victimes d'un même système de distribution.

La pomme de terre payée 8 F le kilo au producteur est vendue 30 F.

La pêche, achetée 20 à 30 F le kg est revendue à Brest 160 francs le kg.

Le crabe, acheté 40 F le kg au pêcheur, est revendu 200 F à 800 mètres de distance.

Le bétail baisse de 50 F au kg mais le beefsteack augmente.

Les seuls bénéficiaires sont les expéditeurs, mareyeurs, mandataires.... que les paysans, les ouvriers et les consommateurs s'entendent contre eux. »

vent, élisent triomphalement Viel en Puy-de-Dôme ou Bruel en Aveyron à la tête de leurs organisations syndicales, votent pour Giscard d'Estaing ou Boscardy-Monservin, leurs vieux adversaires, aux élections législatives. Il en sera sans doute ainsi longtemps et ne s'en affligeront trop que ceux qui se soucient uniquement d'électoratisme à courte vue.

Notre politique de « Front Socialiste », qui associe à l'élaboration des réformes de structure politique et économique les forces politiques et syndicales, doit précisément nous permettre de dépasser cette inévitable rançon que les forces sociales payent toujours à leur passé.

Notre tâche est de veiller à ce que les revendications socialistes de la paysannerie soient de plus en plus conscientes de leur nature, de soutenir avec décision tout ce qui va dans le sens de la rupture de la paysannerie avec l'ordre économique capitaliste et d'aider la paysannerie à faire son propre apprentissage : son expérience revendicative, syndicale, coopérative l'amène déjà à retirer sa confiance aux hommes politiques du capitalisme. Le rapprochement qui s'opère entre syndicats ouvriers et paysans en est le plus sûr indice. Mais le chemin qui mène de la parcelle à l'organisation des marchés est plus court que celui qui amène à changer de bulletin de vote. Nul ne saurait s'en étonner : **c'est l'existence sociale des hommes qui détermine leur conscience sociale et non l'inverse**; il est normal que la prise de conscience ECONOMIQUE précède — et d'assez loin — la prise de conscience.

Lors de la « bataille de l'artichaut » un courtier en légumes, membre de la S.F.I.O., est venu dire à Tanguy-Prigent dans le bureau du P.S.U. de Morlaix : « **Décidément, Tanguy, te voilà aujourd'hui avec les cléricaux contre moi, socialiste...** » Et Tanguy a eu raison de lui répondre : « **entre le paysan exploité, même s'il est cléricale, et son exploiteur, même si celui-ci se proclame socialiste, je choisirai toujours d'être avec l'exploité contre l'exploiteur...** »

A la recherche d'une ouverture politique

NATURELLEMENT, les engagements politiques, les influences qui s'exercent sur tels ou tels des cadres de la paysannerie contribuent à masquer les solutions. Nos militants, par exemple, doivent examiner en toute lucidité le rôle joué par le M.R.P. au cours de cette lutte. Pourquoi spécialement le M.R.P. ? Parce qu'il est aujourd'hui la seule force politique qui gagne du terrain dans les campagnes. Les jeunes cadres paysans, issus de la J.A.C., sont restés longtemps à l'écart de ce parti, trop souvent compromis avec les notables ruraux. Au Congrès d'Evian, le M.R.P. a effectué un sérieux virage qui l'a amené à laisser les coudées plus franches à son équipe de « Jeunes Turcs » socialisants. Bien des facteurs y ont contribué : le passage à l'U.N.R. de beaucoup de ses notables sympathisants, le départ de ses éléments les plus droitiers, regroupés autour de la « Démocratie Chrétienne » de Georges Bidault, sa position ambiguë à l'égard du régime gaulliste : un pied dedans, qui permet de laisser espérer le grignotage de quelques positions économiques, un pied dehors, pour faire figure d'« opposition sociale ».

Qu'on ne s'y trompe pas : l'adhésion récente au



Trois dirigeants du Cercle National des Jeunes Agriculteurs
De gauche à droite : MM. DENEU, Président, DEBATISSE, Secrétaire
Général, et LEBRAS, Président pour le Finistère

M.R.P. d'un certain nombre de militants des Jeunes Agriculteurs », ex-Jacistes, n'a pas grand chose à voir avec les « impératifs de la hiérarchie », comme le croient certains camarades trop enclins à prendre au sérieux le monolithisme du « bloc catholique », comme d'autres (souvent les mêmes) croient « dur comme fer » au monolithisme du Parti Communiste. La vérité est que beaucoup de jeunes cadres du mouvement paysan, socialement et économiquement beaucoup plus à gauche que ce parti petit-bourgeois, ont choisi cette voie d'accès au politique par ce qu'ils appellent « souci d'efficacité ». Très exactement comme avant la guerre beaucoup de militants paysans coopérateurs adhéraient au Parti Radical. (C'est d'ailleurs là un symptôme : en fait, dans sa structure comme dans son idéologie, le M.R.P. s'est installé dans la peau du Parti Radical d'avant-guerre; seule sa position scolaire, tout aussi électoraliste que celle du Parti Radical, mais en sens inverse, est différente).

Pour n'être pas ce que pensent certains de nos camarades, cette évolution n'en est pas moins dangereuse. Certes elle marque l'affaiblissement de la fraction la plus réactionnaire du corps électoral français, le parti des Indépendants et « paysans ». Et il ne faut pas oublier que c'est pour chasser ceux-là de leurs positions que beaucoup de jeunes ruraux de gauche ont fait ce choix équivoque. Elle a constitué un barrage à l'implantation de l'U.N.R., en dépit de l'énorme popularité dont a joui un instant le Président de la République dans les campagnes. MAIS ELLE AMORCE UN PROCESSUS DE NOTABILISATION de certains cadres dynamiques du mouvement paysan. Car, par la logique même de leur participation à un parti de gouvernement, à un parti qui a depuis longtemps renoncé à toute perspective de REELLES REFORMES DE STRUCTURE, ils peuvent être amenés à ne plus apprécier correctement la dialectique de la lutte de masse et de la négociation dans le mouvement syndical. Ils peuvent être amenés à ne plus sentir au rythme même de leurs propres masses.

Si le tempérament populaire d'un Bernard Lambert, solidement encadré par une équipe syndicale qui a refusé de s'engager dans le parti qu'il représente à l'Assemblée, l'a protégé de telles erreurs, il n'en est pas de même chez tous. Les hésitations devant la tournure des événements de Bretagne, une certaine propension à prendre au sérieux les intoxications gouvernementales — auxquelles, il est vrai, certains de nos camarades ont eux-mêmes été provisoirement sensibles —, plus encore, l'incompréhensible attitude de certains dirigeants du C.N.J.A. dans le Centre, désapprouvant, les manifestations organisées par le Comité de Guéret, en alléguant que « les discussions avec M. Debré font plus avancer les choses que des barrages » (3) puis s'y ralliant in extremis, sont les fâcheux indices de cette « politique de collaboration avec le pouvoir » et nos fédérations du Centre ont eu raison de mettre en garde contre de telles illusions. Nous ne pensons pas qu'on ne puisse rien arracher de ce pouvoir; comme tout pouvoir bourgeois, et quelle que soit la fraction de

la bourgeoisie qu'il représente, il est obligé de tenir compte du rapport politique des forces. Mais seule la lutte peut être l'instrument de ces conquêtes.

Les faits d'ailleurs l'ont prouvé, et ils doivent permettre de liquider les tentations opportunistes. Car l'évolution du mouvement paysan est aujourd'hui trop profonde pour être à la merci de quelques hésitations. Ceux qui ne suivraient pas le courant qu'ils ont largement contribué à créer risqueront fort d'être submergés.

Comprendre la paysannerie

LE P.S.U. a réagi avec vigueur à des événements qui ne pouvaient le surprendre. Les initiatives immédiates prises par le Bureau National, les conférences interfédérales qui, les



« Le chemin qui mène de la parcelle à l'organisation des marchés est plus court que celui qui mène à changer de bulletin de vote »

deux dimanches des grandes journées, ont mobilisé à Saint-Brieuc, à Clermont-Ferrand, à Montauban et à Nîmes les fédérations du Parti intéressées par la crise agricole, l'édition immédiate d'affiches régionales précisant nos positions, l'activité de nos militants au sein des organisations agricoles, particulièrement dans le Centre, le Sud-Ouest et l'Ouest, les initiatives prises en vue d'assurer aux organisations paysannes l'appui des syndicats ouvriers, tout cela est positif. Cette rapidité de réflexes illustre le tournant que le C.P.N. des 13-14 juin a manifesté en ce qui concerne l'action du Parti et ses méthodes de travail.

Mais il s'en faut pourtant que notre action soit partout à la hauteur de nos responsabilités. Beaucoup de nos fédérations qui ont rédigé de glorieux programmes agricoles pour le jour où le socialisme sera au pouvoir, et s'indignent de ce que le Parti n'ait pas encore élaboré un programme agraire minutieux, circonstancié et décisif, manifestent de curieuses réticences à l'égard des formes « confuses » de l'action paysanne. Eh oui, la vie est plus complexe

qu'un cours d'histoire. Ce n'est que dans le mouvement des masses que se dégagent les idées-forces qui sont le véhicule des transformations sociales. C'est en luttant avec les masses paysannes que nous apprendrons les chemins de leur prise de conscience.

Beaucoup de nos fédérations souffrent d'une véritable déviation « jacobiniste » : on attache plus d'importance à telle prise de position « politique » qu'aux réalités nouvelles que dégage la vie sociale. Les camarades du Puy-de-Dôme qui ont hésité à soutenir le militant paysan qui, dans le canton de Lejoux, a battu le député indépendant du cru sur la base d'une critique de la politique agricole réactionnaire du gouvernement et ont préféré, par souci « d'unité », soutenir le candidat du P.C. (instituteur) indûment maintenu au 2^{ème} tour, n'avaient pas compris que l'essentiel n'était pas l'étiquette, mais le contenu.

Les militants ouvriers qui ont hésité à organiser des meetings communs avec la F.N.S.E.A., sous prétexte de la personnalité réactionnaire de certains de ses dirigeants, ont oublié qu'ils faisaient par là même leur jeu, qu'ils isolaient les éléments avancés de la paysannerie dans le corporatisme.

Nos fédérations peuvent aussi se demander si elles ont fait l'effort nécessaire pour assimiler les problèmes de la paysannerie, si elles ont vraiment fait l'analyse des caractères novateurs du mouvement. Disons nettement que le fait qu'on ait préféré, dans nombres de cantons ruraux, présenter des éléments étrangers à la paysannerie, mais « membres du Parti », plutôt que d'assurer le soutien de syndicalistes paysans proches de nous, mais ne voulant pas s'engager sur TOUTES les positions du Parti, manifeste, pour le moins une, certaine étroitesse de vue.

Le soutien d'un petit paysan, luttant concrètement contre le capitalisme à la campagne, fait plus avancer le socialisme que les traditionnels désistements pratiqués par le P.C. pour des notables prêts à signer toutes les déclarations voulues, quitte à les oublier le lendemain.

Ces erreurs qui entravent considérablement la for-

mation du futur Front Socialiste sont trop souvent le reflet d'une réticence du Parti devant l'action de masse, réticence qui se camoufle derrière des « puretés doctrinales » bien étriquées.

Approfondir les problèmes de la paysannerie en crise, éclairer les perspectives non par de grandiloquentes déclarations de principe mais par le souci de détecter ce qui pousse le mouvement vers la mise en question du régime économique, trouver les formes d'action concrètes — notamment en matière d'organisation économique — pour lier le mouvement paysan et le mouvement ouvrier, — sont des tâches permanentes.

Et, complémentaiement, ne pas hésiter à dénoncer les tentatives « d'aménagement » ou, au contraire, les démagogies qui, au lieu d'aider à la prise de conscience des masses paysannes, entretiennent chez elles des illusions néo-poujadistes. Il est clair par exemple que, autant nous devons dénoncer les perspectives gouvernementales d'opérer par le laisser-faire des « lois économiques » la liquidation des exploitations non-rentables, autant nous devons nous opposer avec vigueur à la mystification à laquelle se livrent certains avec la « défense de la petite propriété ».

Mais surtout il faut briser en nous-même l'étroitesse et le sectarisme. Nous avons, pour faire triompher le socialisme démocratique, à apprendre beaucoup de choses à la paysannerie, mais nous avons aussi à apprendre d'elle.

Serge MALLET.

(1) Dernière parution de « l'Encyclopédie française », Tome IV : Des syndicalistes parlent... »

(2) Maurice Thorez, en Août 1936.

(3) Communiqué publié par le journal La Montagne du 25 juin-

LANGUEDOC

LES VIGNERONS S'ORGANISENT

La situation des petits et moyens vigneron du Languedoc n'a jamais été aussi mauvaise depuis 1907. Les conditions de vente de leur récolte ne leur permettent plus de vivre ni de cultiver normalement.

Leur mécontentement, longtemps contenu, a éclaté les 27 et 28 juin.

Le mouvement s'est déclenché dans l'Hérault à l'appel de la Ligue des Petits et Moyens Viticulteurs agissant en accord avec le Comité de Guéret. Il a été puissant et dur dès le début ; arrêt pendant 24 h. du trafic par route et rail, heurts entre manifestants et C.R.S. Il a contraint à l'action la Confédération Générale des

Vignerons du Midi, (C.G.V.M.), organisation viticole « traditionnelle », dirigée par de gros exploitants équipés de manière moderne, qui ne représentent pas les intérêts de la masse des vignerons.

La C.G.V.M. a cherché à s'assurer le contrôle du mouvement. Pour le 28, a été lancé un mot d'ordre de rassemblement à Narbonne pour barrer les routes, qui a été largement suivi.

Mais le cadre de l'action prévue a été dépassé : les barrages de la voie ferrée, non prévus, ont relayé ceux de l'Hérault, les barrages routiers ont duré jusqu'à 17 h. au lieu de 11 h.

Deux manifestations ont eu lieu à 11 h., le Président de la C.G.V.J.M. sous la pression de la foule, a été conduit. Deux manifestations ont eu lieu à 11 h., le Président de la C.G.V.J.M. sous la pression de la foule, a été conduit à la Sous-Préfecture pour y exprimer le mécontentement des viticulteurs.

A 18 h., après la levée des barrages, devant la carence des responsables de la C.G.V.M., dépassés par les événements, notre camarade **Hue**, conseiller général de Narbonne, vigneron lui-même, soutenu par les militants P.S.U., a pris la tête des manifestants et, conduisant une

délégation de maires des villages du Narbonnais et de petits et moyens viticulteurs, est allé dire au Sous-Préfet que le mouvement revendicatif de la journée était un **avertissement** ; qu'il serait renouvelé si satisfaction n'était pas donnée rapidement aux revendications des vignerons.

La masse des petits et moyens viticulteurs du Languedoc a pris conscience de sa force et a reconnu ses vrais défenseurs. Le P.S.U. est présent dans leur lutte pour le droit à une vie meilleure.

APPEL DES FÉDÉRATIONS P.S.U.

Les Fédérations du P.S.U. de l'Aude, l'Hérault, le Gard et les Pyrénées-Orientales ont diffusé, à l'occasion des manifestations des viticulteurs, un tract commun dont nous extrayons l'appel final adressé aux petits viticulteurs.

« *ILS DOIVENT REAGIR, en se sauvant eux-mêmes, par la création de Coopératives d'utilisation de matériel agricole (dont le principe a été défini par notre ami Tanguy-Prigent, alors Ministre de l'Agriculture) qui doivent permettre d'employer le gros matériel, rapide et efficace et de solliciter l'aide de l'Etat pour cet équipement de la Nation.*

ILS DOIVENT DEMANDER LA PLANIFICATION complète de l'économie viticole à l'échelle nationale

— *Pour conserver au Midi, chaud et sec, sa*

vocation viticole.

— *Pour permettre aux parcelles à faible rendement et trop morcelées de nos coteaux, inadaptées aux tracteurs lourds, de survivre, en leur accordant pour leurs bons vins à degré élevé un prix nettement différent, évitant ainsi à ces régions de poursuivre leurs transformation en déserts.*

ILS DOIVENT EXIGER ENFIN la mise en place d'un organisme, office ou centre régulateur :

— *permettant d'établir, d'après les prix de revient, des prix rémunérateurs pour les producteurs et adaptés au pouvoir d'achat des consommateurs.*

— *prévoyant également les stockages; exportations, distillations et assurances contre les calamités, nécessaires pour équilibrer l'économie viticole. »*